

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA REUNION**  
**COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

**ARRETE REG 0762 PR2023**

**ANNULANT L'ARRETE REG0737PR2023 PORTANT INSTITUTION D'UN  
EMPLACEMENT PERMANENT DE LIVRAISON  
DANS LA RUE VICTOR LE VIGOUREUX AU CENTRE-VILLE DE SAINT-PIERRE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2211-1, L.2212-1 et suivants, L.2214-3;

VU le Code de la route notamment les articles L.325 et suivants L.411-1, les articles R.110-1 et suivants R.325 et suivants R.411-3 et suivants, R.411-18, R.411-21-1, R.411-24, R.411-25, R.411-28, R.412.51; R.417 et suivants ;

VU le Code Pénal notamment ses articles 223-1 et suivants, 322-1 et suivants, 433-3, R.610-5, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté DRH2020-1612 portant délégation de signature à Monsieur **Daniel ELLY**, Directeur Général des Services ;

VU le Règlement de la Voirie Communale ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté REG0737PR2023.

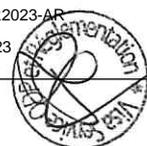
**ARRETE**

**ARTICLE 1/** L'arrêté REG0737PR2023 est annulé.

**ARTICLE 2/** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication selon les règles en vigueur.

**ARTICLE 3/** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Mézière Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20230831-REG0762PR2023-AR  
Date de télétransmission : 31/08/2023  
Date de réception préfecture : 31/08/2023



**ARTICLE 4/** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le

30 AOUT 2023



Pour le Maire et par Délégation  
Le Directeur Général des Services

Daniel ELLY



Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20230831-REG0762PR2023-AR  
Date de télétransmission : 31/08/2023  
Date de réception préfecture : 31/08/2023

